

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

Tarbes, le 05/10/2023

Rapport de contrôle de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

IMERYS

Route de Beyrède - 65410 Beyrède-Jumet-Camous

Référence : 2023_0880_dp
Code AIOT : 0006802516

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 septembre 2023 dans l'établissement IMERYS implanté route de Beyrède sur la commune de Beyrède-Jumet-Camous (65410). L'inspection a été annoncée le 28/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS
- Route de Beyrède 65410 Beyrède-Jumet-Camous
- Code AIOT : 0006802516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production IMERYS de Beyrède est spécialisé dans la fabrication d'abrasifs et de réfractaires. Le site dispose de trois fours de fusion basculants, ayant un fonctionnement annuel discontinu, dont deux fours sont dédiés à la fabrication de Corindon (fours n° 5 et n° 7) et un four utilisé pour la production d'alumine Zircon (four n° 11).

Les fours de fusion n° 5 et n° 7 ont une activité par alternance et sont très rarement en production simultanée. Sur l'année 2023, en raison d'une baisse d'activité, les fours dédiés à la fabrication du corindon n'ont fonctionné uniquement que les mois de juillet et août.

L'activité du site est réglementée par arrêté préfectoral du 24 février 2010, complété par les arrêtés préfectoraux des 24 juin 2014, 24 juillet 2027 et 20 avril 2020. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite

« IED », pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleurs techniques disponibles du secteur des industries des métaux non ferreux (NFM).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre des actions nationales liées aux rejets atmosphériques et aux produits chimiques.

Les thèmes de visite retenus sont donc les suivants :

- suite de la visite d'inspection du 12/10/2021,
- action nationale « rejets atmosphériques »,
- action « produits chimiques ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées au préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des rejets_VLE	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.3	/	Lettre de suite	3 mois
6	Règlement REACH : fiches de données et de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Lettre de suite	1 mois
7	PDC N° 1_visite inspection du 25/11/2022: Respect fréquence VLE - eau	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.2	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PDC n°1 visite d'inspection du 12/10/2021_ Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.1	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique_ contrôle des installations	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.1	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique_ traitement des installations	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.1	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets_ paramètres supplémentaires	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.4	/	Sans objet
8	Porter à connaissance installation d'approvisionnement des matières premières	Code de l'environnement du 16/01/2017, article R512-33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un contrôle quotidien des installations de traitement des rejets atmosphériques. L'entretien des installations est confié à la société SOGEM, présente hebdomadairement sur le site. Le suivi des opérations est réalisé au moyen d'un logiciel interne SAP.

L'inspection a pu attester de la conformité du suivi et de la traçabilité des opérations de contrôle et d'entretien des installations de traitement des rejets.

L'exploitant dispose d'un stock constant de matériaux neufs de secours en prévision des opérations de maintenance des installations de traitement des rejets (manches à filtres).

Les mesures de rejets atmosphériques sont réalisées semestriellement par le laboratoire agréé SOCOTEC. Pour autant, l'exploitant doit justifier de la conformité de la méthode d'échantillonnage des rejets des filtres en sortie de fours.

Lors de l'inspection, deux non-conformités relatives à la vitesse minimale d'injection des fumées ont été relevées sur les rapports d'analyse du 1^{er} semestre. L'exploitant a pu justifier des mesures correctives mises en œuvre en amont de la visite d'inspection. L'exploitant a programmé en novembre une nouvelle campagne d'analyse en sortie des exutoires concernés (Conduits n° 9 et n° 11).

À noter que l'exploitant a transmis à l'Inspection après la visite, le rapport d'analyse des rejets atmosphériques du 2nd semestre 2023. Ce rapport met en évidence des non-conformités relatives à la concentration en carbone organique et en poussière sur les deux rejets des fours n° 5 et n° 11. L'exploitant devra préciser les actions correctives mise en œuvre pour s'assurer de la conformité des rejets atmosphériques.

Les produits chimiques présents sur le site, ayant fait l'objet d'un contrôle par l'Inspection, sont stockés conformément à la réglementation REACH et aux prescriptions des fiches de données et de sécurités détenues par l'exploitant. Pour autant, lors de la visite l'exploitant n'a pas été mesure de démontrer la mise à jour de ces fiches. Par courriel du 2 octobre, l'exploitant a informé l'Inspection de la version obsolète de la FDS d'un produit contrôlé lors de la visite et s'engage à mettre à jour le document ainsi que les consignes d'étiquetage de ce produit.

2-4) Fiches de constats

Point de constat n° 1: Point de constat n°1 visite d'inspection du 12/10/2021_Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif d'identification automatique de perçage
Prescription contrôlée : <u>Article 7.1 de l'arrêté Préfectoral du 20/04/2020</u> « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites. [...] En particulier, les installations de dépoussiérage disposent d'un dispositif d'identification automatique des perçages de manche (par exemple, par le suivi de la perte de charge). [...]
<u>Point de constat n°1_Visite d'inspection du 12/10/2021 :</u> L'exploitant a confié à la société SOGEM la maintenance préventive des filtres fours et autres dépoussiéreurs. Une copie des contrats a été transmise à l'Inspection, accompagnée d'un rapport de maintenance hebdomadaire (semaine 41/2021). Le suivi des filtres est intégré à la supervision. L'exploitant indique que le service maintenance procède quotidiennement à une identification des manches percées et qu'une fiche d'identification des cellules endommagées est complétée en

<p>fonction des constats de percements ou de réparations.</p> <p>SMDS 1: les installations de dépoussiérage ne sont pas équipées de dispositif d'identification automatique des perçages de manche, ni d'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confie la maintenance de ses installations de traitement des rejets atmosphériques à la société SOGEM au moyen d'un contrat pluriannuel.</p> <p>Un contrôle de l'ensemble des installations est réalisé quotidiennement. L'exploitant dispose d'une procédure d'entretien et de vérification des installations, détaillant l'ensemble des opérations de contrôle à suivre.</p> <p>Un compte rendu hebdomadaire est rendu à l'exploitant. Celui-ci reprend les observations réalisées lors des contrôles et programme les interventions à réaliser.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a pu vérifier les comptes-rendus des semaines 32, 34, 35 et 37. L'Inspection constate l'absence de signature de la société SOGEM sur les documents.</p> <p>L'état des manches est contrôlé visuellement par vérification interne et externe du filtre. Une mesure de la perte de charge par suivi des pressions permet également de vérifier de manière automatique le fonctionnement du filtre. Dans le cas de défaillance ou d'endommagement des manches, la société SOGEM le signale sur le compte-rendu et propose une intervention. L'exploitant tient à jour le suivi de l'état des manches sur un document interne. L'entretien des manches est réalisé par cellule.</p> <p>L'ensemble des documents justificatifs (procédure d'entretien, comptes-rendu de visite de contrôle, fichier de suivi de l'état des manches) a été fourni en amont de la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant ne dispose donc pas d'un dispositif d'identification automatique des perçages des manches, ni d'alarme associée. La MTD 3 f) des conclusions sur les MTD associés au secteur des industries des métaux non ferreux (NFM) impose une surveillance des paramètres critiques de l'unité de réduction des émissions atmosphériques tels que le suivi de la chute de pression.</p> <p>Le critère automatique n'est pas imposé : l'Inspection des installations classées considère que la procédure de vérification des manches (notamment la mesure journalière de la perte de charge par suivi des pressions) permet de répondre aux exigences de la directive IED. L'inspection estime donc que la prescription relative au dispositif d'identification automatique des perçages de manche est une prescription inadaptée vis-à-vis du fonctionnement actuel du site.</p> <p>Une mise à jour de l'arrêté préfectoral sera proposée afin d'acter le suivi de la surveillance du bon fonctionnement de l'unité de traitement des rejets du four par la surveillance quotidienne de l'état des filtres, et notamment la mesure journalière de la pression. Concernant l'alarme, le signalement par le prestataire SOGEM dès constat d'augmentation de la pression permet d'assurer le rôle d'alerte.</p>
<p>Observation : L'exploitant s'assure de la signature des comptes-rendu d'entretien de la société SOGEM.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : sans suite</p>

Point de constat n° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique_contrôle des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodiques des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un logiciel de gestion des installations de traitement des rejets atmosphériques nommé "SAP". L'ensemble des comptes-rendus des contrôles, observations et relevés de mesures (débits) y est répertorié. L'exploitant dispose également d'un logiciel de suivi des incidents (ENABLON), vu en séance. Celui-ci reprend les éléments contextuels de l'incident et les actions correctives mises en œuvres. Lors de la visite, l'Inspection a pu attester de la gestion du suivi des opérations de contrôle et de maintenance des deux logiciels, par l'intermédiaire d'un contrôle aléatoire de la traçabilité de : <ul style="list-style-type: none">- la maintenance du filtre AF S0200,- l'incident du 15 septembre 2023 sur le filtre RSB(observation visuelle de poussière). Les comptes-rendus de contrôle des installations et de maintenance, la fiche incident du filtre RSB ainsi que les ordres de travail correspondants (notamment le changement du filtre RSB) ont été justifiés en séance .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n°3 : Prévention de la pollution atmosphérique_traitement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, moyens de secours pour traitement de l'air
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation ou liquides inhibiteurs. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.
Constats : L'exploitant dispose d'une réserve de manches de filtre pour chaque installation. Le suivi de la gestion du stock est assuré au moyen du logiciel SAP. Celui-ci indique pour chaque installation, le nombre minimal de manches à avoir sur site ainsi que le nombre de manches réellement stockés en magasin. Des commandes de matériels sont programmées sur la base de ces données. Le responsable "gros entretien" recense également le nombre de manches disponibles pour chaque installation dans une note informatique interne. L'exploitant ne dispose pas de produits de neutralisation ni de liquide inhibiteur, arguant du fait qu'ils ne sont pas nécessaires au fonctionnement pour le type de rejet de l'activité (poussières).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 4 : Surveillance des rejets_VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Prescription contrôlée : Cet article modifie et remplace les dispositions des articles 3.2.4, 3.2.5 et 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2010. Pour le contrôle de chaque paramètre demandé, la mesure du débit, la teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées selon les mêmes critères (mesure ponctuelle ou en continu). [...] Périodicité des mesures réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement : [A] annuel ; [S] semestriel. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux fixées du tableau de l'article 7.3 de l'arrêté Préfectoral du 20/04/2020. [...].
Constats : Par courriel du 18 septembre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports d'analyses des rejets atmosphériques du laboratoire SOCOTEC du 1er semestre de l'année 2023. L'exploitant précise que les fours n° 5 et 9 ont fonctionné par alternance uniquement les mois de juillet et d'août. Lors des analyses, seul le four n° 11 était en fonctionnement. Le laboratoire SOCOTEC, agréé pour la réalisation d'échantillonnage de rejets atmosphérique, a rendu l'ensemble des analyses sous accréditation. Ces documents mettent en évidence deux non-conformités relatives à la vitesse minimale d'éjection des conduits des sorties du filtre du broyage de l'atelier de bauxite frittée (F1B1 conduit n°9) et du filtre de l'étuve SO200 (combustion propane conduit n°11). L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives suivantes : - filtre du broyage F1B1 : après vérification de l'état du filtre, l'exploitant a confirmé le bon état des filtres et a procédé à l'ajustement des paramètres de décolmatage du filtre afin d'augmenter la performance du décolmatage (programmation toutes les heures avec arrêt de l'extraction d'air pendant la phase de décolmatage). L'exploitant précise que le broyage de l'atelier à bauxite permet d'extraire une très fine granulométrie, ce qui explique que le filtre se colmate plus souvent. - filtre de l'étuve So200 : l'exploitant a procédé au changement des manches, attesté par l'ordre de transmission du 14/09/2023. L'exploitant a programmé une nouvelle campagne d'analyses des rejets atmosphériques sur ces deux conduits au cours de la semaine 46. L'exploitant transmettra le rapport d'analyses à l'Inspection dès sa réception. L'annexe 7 des comptes rendus d'analyses de SOCOTEC évoque que les rejets des filtres des trois fours (conduit n° 1 du rejet four n° 5 et conduit n° 2 des rejets des fours n° 7 et n° 11) ne sont pas canalisés et que par conséquent, les mesures de vitesse sont réalisées en amont du système de filtration. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les rejets des filtres des fours ne sont pas canalisés dans un conduit régulier mais se dispersent par un rétrécissement du toit du filtre à travers des grilles d'aération. L'exploitant indique que les échantillonnages d'air sont réalisés par prélèvement à l'intérieur du filtre dans le caisson propre. L'exploitant a réalisé des analyses des rejets atmosphériques au 2 nd trimestre (lors de l'activité des fours n° 5 et n° 11). Par courriel du 2 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'analyse de SOCOTEC du 21 septembre 2023, ce dernier ayant été reçu par l'exploitant après la visite d'inspection. Ce rapport met en évidence des non-conformités relatives à la concentration en carbone organique pour les rejets du four n°5 (conduit n°1) estimée à 4 fois le seuil réglementaire et la concentration en poussière pour le rejet du filtre concassage (conduit n°18) par un dépassement du seuil réglementaire d'un facteur de 1,5 fois. L'exploitant doit justifier des actions correctives mise en œuvre pour s'assurer de la conformité

des rejets atmosphériques.

A noter que **le four n° 7 a fonctionné moins de 12 jours durant l'année 2023** et n'a pu faire l'objet d'analyses par faute de disponibilité de la société SOCOTEC pour intervenir sur la plage de fonctionnement de ce dernier.

L'exploitant doit, dans un délai de trois mois :

- justifier des actions correctives mises en œuvre sur les rejets du four n°5 (CO) et du filtre de concassage (poussières) afin de se conformer aux valeurs de rejets de l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2023,
- justifier de la conformité de la méthode d'échantillonnage des rejets atmosphériques des trois fours (conduit n°1 et n°2),
- transmettre à l'Inspection le rapport d'analyse des rejets atmosphériques du filtre F1B1 (conduit n° 9) et du filtre de l'étuve SO200 (conduit n° 11) programmées lors de la semaine 46.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 3 mois

Point de constat n° 5 : Surveillance des rejets_paramètres supplémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres supplémentaires faisant l'objet d'une surveillance annuelle

Prescription contrôlée :

Les paramètres suivants seront mesurés annuellement au niveau des rejets n°1 et n°2 (rejets Fours) : (cf tableau article 7.4 de l'arrêté Préfectoral du 20/04/2020).

Constats :

Par courriel du 18 septembre 2023 et du 2 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyses des rejets atmosphériques des 1^{er} et 2nd semestres de l'année 2023 réalisés par le laboratoire SOCOTEC .

Les prescriptions prévues à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2024, relatives aux paramètres à analyser et aux normes en vigueur, sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n°6 : Règlement REACH : fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS Respect de ces dispositions Respect de ces dispositions
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : L'inspection a procédé au contrôle du respect des mesures des fiches de données et de sécurité (FDS) des produits suivants : <ul style="list-style-type: none">• REOHSPEPERE 1712 utilisé pour la fabrication d'alumine frittée,• SPECTROFLUX 1000 Tétraborate de lithium utilisé pour l'analyse spectrométrique des matériaux en laboratoire,• L'acide chlorhydrique utilisée pour le nettoyage de la verrerie en laboratoire. <p>L'exploitant a transmis en séance les fiches de données de sécurité (FDS) à l'Inspection sans pouvoir justifier de leur dernière mise à jour. L'Inspection atteste du respect des consignes d'étiquetage, de stockage des produits et du type d'extincteurs préconisés pour chaque produit sur les FDS présentées en séance.</p> <p>Par courriel du 2 octobre 2023 (post visite d'inspection), l'exploitant a transmis la version obsolète de la FDS du SPECTROFLUX et s'engage à actualiser le document et mettre en œuvre les consignes d'étiquetage du produit.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que pour trois extincteurs situés à proximité du REOHSPEPERE et du SPECTROFLUX 1000, la dernière vérification identifiée sur l'étiquette est de mars 2022. L'exploitant précise que le contrôle des extincteurs a bien été réalisé en 2023 sans pouvoir le justifier en visite.</p> <p>Pour autant, l'Inspection a pu vérifier, par échantillonnage, certains extincteurs du laboratoire. Ces derniers présentent la confirmation d'un contrôle réalisé en 2023.</p> <p>Par courriel du 2 octobre 2023, (post visite d'inspection), l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'entretien de l'ensemble des extincteurs du site, réalisé du 21 février au 3 mars 2023 par la société CHUBB.</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, transmettre la FDS du SPECTROFLUX mise à jour et justifier de la conformité de l'étiquetage du produit.</p>
Observations : L'inspection constate que le SPECTROFLUX est stocké dans la même rétention que d'autres produits dont notamment le carbonate de sodium. L'exploitant s'assure de la compatibilité des produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

Point de constat n°7 : Point de contrôle n° 12 : PDC N° 1_visite inspection du 25/11/2022: Respect fréquence VLE - eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : <u>Article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 20/04/2020:</u> L'exploitant mettra en place, en période de fonctionnement de ses fours de fusion, en complément de la surveillance déjà prescrite dans l'arrêté préfectoral du 24 février 2010, une surveillance mensuelle* des polluants suivants au niveau des points de rejet d'eau mentionnés à l'article 8.3 :Mercure, Fer, Arsenic, Cadmium, Cuivre Nickel, Plomb, Zinc, Chrome total, Chrome VI, Silicium, Aluminium, Titane : Fréquence mensuelle. <u>Constats de la visite d'inspection du 25/11/2022:</u> L'exploitant a effectué les analyses. Les résultats ont pu être consultés par l'Inspection. La fréquence est respectée. En revanche, l'inspection indique à l'exploitant que les mesures n'ont pas été transmises dans l'application GIDAF, le statut des dernières déclarations est « enregistré » et non transmis. L'exploitant indique, suite à l'indisponibilité d'une personne, ne pas avoir accès à l'application pour faire le nécessaire. L'exploitant doit engager les démarches (créer un compte CERBERE puis contacter l'inspection). Constats : Suite au départ de la responsable QHSE en 2022 et à son remplacement en début 2023, un nouveau compte CERBERE a été créé pour l'exploitant, le 6 janvier 2023. L'exploitant a procédé à la déclaration des résultats d'autosurveillance mensuelle de l'année 2022 sous l'application GIDAF. Pour autant, l'Inspection constate de l'absence de déclaration des résultats pour l'année 2023. L'exploitant informe que la responsable QHSE ayant quitté l'entreprise, ses missions sont temporairement assurées par le directeur du site. Par courriel du 2 octobre 2023 (post visite d'inspection), l'exploitant précise que la déclaration des données de surveillance sont en cours de dépôt sous l'application. L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, finaliser la déclaration des résultats de l'autosurveillance de janvier à août 2023, sous l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

Point de constat n° 8 : Porter à connaissance installation d'approvisionnement des matières premières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L .181-14
Thème(s) : Situation administrative, Installations de traitement des poussières
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32 . L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Par courrier du 20 septembre 2023, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à un projet de canalisation et de traitement des poussières émises dans le bâtiment d'approvisionnement en matières premières. Le projet vise à canaliser et traiter les émissions diffuses de poussières émises lors de la manipulation des matières premières. De nouvelles installations de traitements de poussières seront installées sur le site avec deux nouveaux exutoires à l'atmosphère. Au regard des éléments constitutifs du dossier, l'exploitant doit apporter des compléments relatifs à la compatibilité du projet avec les conclusions des meilleurs techniques disponibles (MTD) du secteur des industries des métaux non ferreux (NFM) de la directive IED (récolement aux MTD et aux seuils de rejets).
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Sans objet